

2026

**Agence Togolaise de Presse**  
BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

8 janvier 2026

OGOU:

## **LE CONSEIL REGIONAL DES PLATEAUX S'ENQUIERT DE L'ETAT DE LA CULTURE ET DU TOURISME EN SA 1<sup>ERE</sup> SESSION ORDINAIRE**



*Des autorités et acteurs régionaux*

**Atakpamé, 8 jan. (ATOP) -** Le conseil régional des Plateaux a ouvert, le mardi 6 janvier à Atakpamé, les travaux de sa première session ordinaire de 2026, en présence des autorités administratives, politiques et traditionnelles ainsi que des partenaires institutionnels.

Pendant deux jours, les élus régionaux vont suivre des présentations sur la direction régionale du tourisme, de la culture et des arts, notamment l'état actuel de la culture et du tourisme dans la région,

les défis et contraintes à relever et recueillir les attentes de la direction. Ils vont également échanger sur la conception et la réalisation d'un logo et d'une charte graphique de la région des Plateaux.

Le président du conseil régional des Plateaux, Gnatcho Komla, a souligné que cette session s'inscrit dans un contexte marqué par la poursuite du processus de décentralisation et par les attentes croissantes des populations en matière de gouvernance locale, d'infrastructures de base et de développement économique inclusif. Le président a invité les conseillers à des débats constructifs, guidés par le sens de l'intérêt général, la responsabilité et la recherche de solutions durables au profit des collectivités.

### **SOMMAIRE**

<b>NOUVELLES DES PREFECTURES</b> -----	<b>2-6</b>
<b>RETROSPECTIVE</b> -----	<b>6-8</b>
<b>NOUVELLES DE L'ETRANGER</b> -----	<b>8-12</b>
<b>SPORTS</b> -----	<b>12-13</b>

Le gouverneur de la région des Plateaux, Gal de brigade Dadja Maganawé, a encouragé les conseillers régionaux à œuvrer dans un esprit de concertation et de cohésion. Il les a exhortés à inscrire leurs actions dans la vision nationale de développement, en mettant l'accent sur la paix, la stabilité et la promotion du vivre-ensemble. Le gouverneur a réitéré la disponibilité de l'administration territoriale à accompagner le conseil régional dans l'accomplissement de ses missions. ATOP/KKT/BV



**ATOP**

Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## NOUVELLES DES PREFECTURES

### OUVERTURE DE LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL AVE 2

**Kévé, 8 jan. (ATOP)** – Le conseil municipal de la commune Avé 2 a ouvert les travaux de sa première session ordinaire de l'année 2026, le mercredi 7 janvier à Noèpé, à 27 km au nord-ouest de Kévé, chef-lieu de la préfecture de l'Avé.



*M. Buamey s'adressant...*



*...aux participants*

Cette rencontre vise principalement à renforcer le bon fonctionnement de la commune à travers l'amélioration de la gouvernance locale, la consolidation de la concertation entre les élus municipaux et les forces vives. Ces acteurs auront à évaluer les décisions prises en 2025 et étudier les projets de réorganisation des services municipaux ainsi que la recherche de stratégies efficaces pour une meilleure mobilisation des ressources locales.

Au cours de la rencontre, les participants vont adopter différents documents notamment le procès-verbal de la quatrième session ordinaire de l'année 2025, le règlement intérieur du personnel de la commune Avé 2, la délibération portant adoption de l'organigramme de la commune et l'occupation des emprises dans la commune.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la conduite de l'adjoint au maire, Buamey Kossivi Dotsè, en présence des autorités locales, des chefs traditionnels, des responsables des Comités villageois de développement (CVD), des Comités de développement de quartier (CDQ), des organisations de la société civile ainsi que des forces de l'ordre.

M. Buamey a indiqué que cette première session ordinaire de l'année constitue un cadre essentiel pour poser les bases d'une action communale efficace et cohérente. Il a

insisté sur la nécessité d'examiner avec rigueur les actes antérieurs, d'améliorer l'organisation administrative et de renforcer la gouvernance locale, tout en appelant les conseillers municipaux à des échanges francs et constructifs, orientés vers l'intérêt général et le bien-être des populations.

Le secrétaire général de la commune Avé 2, Panassim Hodabalo, a expliqué les procédures administratives, les enjeux des rapports et les implications des décisions à prendre au cours de cette session. M. Hodabalo a, par ailleurs, exhorté les populations de la commune, en particulier celles de Noépé, à accompagner les actions du conseil municipal par leur engagement citoyen, leur civisme fiscal et leur participation active aux initiatives locales. Le secrétaire général a souligné que le développement de la commune repose sur une collaboration étroite entre les autorités communales et les communautés à la base.

À travers cette première session ordinaire de l'année, le conseil municipal Avé 2 réaffirme sa volonté de conduire l'action publique locale dans un esprit de participation, de responsabilité et de transparence, en vue de promouvoir un développement harmonieux et durable dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations.

ATOP/KAT/AJA

-----

MOYEN-MONO :

**LA 1<sup>ÈRE</sup> SESSION DE LA COMMUNE MOYEN-MONO 2 CONSACREE A L'ADOPTION DES RAPPORTS DE 2025**



*Des autorités et conseillers municipaux*

infrastructures marchandes, réviser le projet relatif à la mise en place du bureau du citoyen et adopter les procédures pour une occupation légale des domaines publics.

Le maire de la commune Moyen-Mono 2, Edou Koffi Zomblewouh a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour sa politique de décentralisation au profit du bien-être des populations. Il a invité les conseillers municipaux et les acteurs communautaires au travail et surtout à une franche collaboration pour ensemble œuvrer pour le développement de la commune. ATOP/ TM/KKT/DHK

**Tohoun, 8 jan. (ATOP)** - Le conseil municipal de la commune Moyen-Mono 2 a ouvert, le mercredi 7 janvier à Kpekpleme, les travaux de sa première session ordinaire 2026 consacrés à l'adoption des rapports de 2025.

Cette première session sur cinq jours permettra aux conseillers municipaux de plancher sur la situation des recettes et dépenses de l'année passée et d'actualiser les tarifs des taxes communales. Ils vont également débattre de la gestion des

**atop**

Une vision, un objectif ...

*Diversifier les productions et canaux de production*

*Se rapprocher davantage des populations*

**BONNE ET HEUREUSE ANNEE**

*L'information en boucle sur [www.atop.tg](http://www.atop.tg)*

## LES POPULATIONS D'ATTIFOUTOU SENSIBILISEES SUR LE VIVRE ENSEMBLE

**Tohoun, 8 jan. (ATOP)** - Le préfet de Moyen-Mono, colonel Djato Nadjindo Dana a sensibilisé, le mercredi 7 janvier, les populations du village d'Attifoutou dans le canton de Saligbé (commune Moyen-Mono 2) sur le vivre ensemble.



*Le préfet Djato exhortant...*



*...la population à cultiver la paix*

Cette rencontre fait suite à un malentendu entre les exploitants de la Zone d'aménagement agricole planifié (ZAAP) et les conseillers agricoles. Elle a permis de sensibiliser les populations sur les notions de vivre ensemble et d'éclairer ceux-ci sur les mesures prises par le gouvernement concernant la gestion des ZAAP et le rôle des conseillers agricoles.

Le préfet a défini le vivre ensemble comme un processus dynamique que tous les acteurs mettent en place pour favoriser l'inclusion, ainsi que le sentiment de sécurité et d'appartenance. Il a exhorté les populations à cultiver la paix, la cohésion sociale et à recourir au dialogue en cas de mésentente.

Le maire de Moyen-Mono 2, Edou Koffi Zomblewouh a remercié le préfet pour ses efforts en vue du développement et la paix de leur commune. « Cette rencontre nous a donné le réconfort. Cela prouve que le représentant du pouvoir central se soucie du bien-être de sa population », a-t-il indiqué. ATOP/TM/BA/KYA

### DECENTRALISATION :

#### **LANCEMENT DES ACTIVITES DU BUREAU DU CITOYEN DE LA COMMUNE KPELE 1**

**Adeta, 8 jan. (ATOP)** - Les activités du bureau du citoyen de la commune Kpélé 1, ont été officiellement lancées le mercredi 7 janvier à Adeta.

Le bureau du citoyen est un organe institutionnel de participation citoyenne, institué dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation et de la promotion de la bonne gouvernance locale. Il est une courroie de transmission entre les élus locaux et la population, et permet aux citoyens d'exercer un contrôle citoyen de l'action publique. Le bureau du citoyen est un vecteur de paix sociale et de médiation, un centre d'écoute et d'apaisement des tensions.

Les activités du bureau du citoyen seront coordonnées par M. Tsogbé Kossi et aidé par un rapporteur. Ce bureau est chargé de recueillir les attentes, centraliser les besoins et suggestions des habitants concernant les services de base (eau, santé, éducation, électricité et voirie). Il va évaluer les politiques locales, tout en produisant des rapports annuels sur la gestion communale.

Les populations ont été sensibilisées sur le rôle de ce bureau. Les leaders d'opinion ont été mobilisés pour être des relais d'information.

Le secrétaire général de la préfecture de Kpélé, Saboutou Arimou a souligné que le Togo s'est résolument engagé vers un développement inclusif, harmonieux et durable. Il a

demandé à la population de faire de ce bureau, un levier pour une amélioration concrète des conditions de vie de la population.



*L'assistance suivant...*



*...le maire Abotsi ( 2èm de la droite) lors de son adressant*

Le maire de la commune Kpélé 1, Abotsi Yaovi Dodzi a exhorté le personnel du bureau à l'écoute active, la neutralité et la diligence. Il a encouragé le public à s'approprier de ce bureau. « N'attendez pas qu'un problème survienne pour en franchir le seuil. Venez pour comprendre comment votre commune fonctionne, venez pour proposer des idées qui transformeront nos villages et nos cantons. Utilisez ce bureau pour construire, avec nous, un Kpélé 1, prospère, transparent et exemplaire », a-t-il conseillé. ATOP/SKD/BV

-----

## AGOU/ GOUVERNANCE LOCALE : **LES ACTEURS MUNICIPAUX OUTILLES SUR LEURS ROLES ET RESPONSABILITES**

**Agou-Gadzépé, 8 jan. (ATOP) -** Les conseillers municipaux des communes Agou 1 et 2 participent, les 8 et 9 janvier à Agou-Gadzépé, à un atelier de renforcement de capacités sur leurs rôles et responsabilités dans la gouvernance locale.



*Le secrétaire général (au micro) donnant son discours*



*Vue partielle des participants*

L'activité est organisée par l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT). L'objectif est de fournir aux participants les outils nécessaires en vue de leur permettre de mieux assimiler les enjeux de la décentralisation au Togo. Il s'agit aussi de permettre à ces acteurs de jouer pleinement leurs rôles dans la mise en œuvre de la nouvelle politique de décentralisation.

Les participants auront à suivre des modules portant, entre autres, sur la décentralisation et la déconcentration ; les compétences de la commune ; le fonctionnement du conseil municipal et interactions de la commune avec les autres acteurs de la décentralisation.

Pour le secrétaire général de la préfecture d'Agou, Charles Kodjo Assignon, cette rencontre vise à mieux doter les acteurs municipaux des compétences et savoirs nécessaires pour une gestion efficace et efficiente des affaires communales. Il a témoigné

sa reconnaissance au Président du Conseil et son gouvernement qui ne ménagent aucun effort pour la mise en place des bases solides pour une politique de décentralisation plus aboutie dans le pays.

Le premier adjoint au maire de la commune Agou 1, Yovo Yawo Dagbe a invité les nouveaux conseillers municipaux à une écoute attentive pour l'atteinte des objectifs attendus. ATOP/MET/BSM/AJA



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## RETROSPECTIVE

### SOCIAL :

#### **RETROSPECTIVE 2025, UNE ANNEE D'ENGAGEMENT RENFORCE AU SERVICE DES PLUS VULNERABLES**

En 2025, le ministère des Solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance a intensifié ses actions en faveur des populations vulnérables et de l'inclusion sociale au Togo. De la coopération internationale aux initiatives de terrain, l'année a été jalonnée de réformes, de partenariats stratégiques et d'actions ciblées touchant l'enfance, le genre et la solidarité nationale. Des faits marquants d'une année placée sous le sceau de l'engagement social.



*Les participants au lancement du programme sur la migration*

#### **Protection sociale, une coopération régionale et des réponses humanitaires**

L'année s'est ouverte sur un renforcement notable de la coopération régionale en matière de protection sociale. Le 22 janvier, le Togo et le Gabon ont lancé le Programme conjoint de gestion de la migration mixte et de lutte contre la criminalité transnationale, lors de cérémonies simultanées à Lomé et Libreville. Soutenue par l'UNICEF, l'ONU DC et d'autres partenaires techniques, cette initiative met en œuvre l'accord bilatéral signé en 2018 pour lutter plus efficacement contre la traite des enfants dans les zones de migration transfrontalière.

Dans le même élan, la ministre de l'Action sociale s'est rendue à Cinkassé pour superviser les opérations d'enregistrement des réfugiés burkinabè. Ces activités ont été conduites du 13 février au 13 mars par la Coordination nationale d'assistance aux réfugiés. Ces actions ont permis de renforcer la documentation des déplacés et de faciliter leur accès aux services sociaux de base.

Sur le plan international, le Togo a pris part à la 69<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) à New York, où la délégation nationale a mis en lumière les avancées du pays en matière de promotion des droits des femmes et des filles.

## **Inclusion, handicap et solidarité sanitaire, des actions de proximité**



*Remise symbolique des lots de matériels par Madame  
la Ministre ZINSOU-KLASSOU*

La politique d'inclusion sociale est restée au cœur des priorités gouvernementales. Des personnes en situation de handicap, en fin de formation, ont reçu du matériel professionnel et des aides techniques afin de favoriser leur autonomie économique et leur mobilité. La cérémonie de remise, organisée au Centre permanent pour sinistrés de Logopé, a permis de distribuer des machines à coudre, tondeuses, tables de travail, béquilles, cannes blanches et fauteuils roulants à ces personnes.

Toujours à Logopé, le 19 mars, le gouvernement a lancé les consultations médicales de solidarité Chine-Togo, illustrant le renforcement de la coopération sanitaire entre les deux pays au bénéfice des populations vulnérables.

La Journée de l'Enfant africain, célébrée le 16 juin, a été marquée par un dialogue inédit entre parlementaires et enfants, en présence du président de l'Assemblée nationale, renforçant la prise en compte de la voix de l'enfant dans l'action publique.

### **Femmes et filles au cœur des politiques publiques**

Le ministère en charge de la promotion de la femme a donné un cachet particulier à la Journée internationale des droits de la femme, célébrée le 8 mars autour du thème mondial : « *Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation* ». Une réunion préparatoire a permis d'harmoniser les initiatives nationales, notamment celles visant à faciliter l'accès des femmes aux documents d'identification, leviers essentiels pour l'emploi, l'entrepreneuriat et le crédit.

La lutte contre les grossesses et mariages précoces est demeurée une priorité. Une campagne nationale a été lancée le 7 mai à Asrama, suivie d'actions de sensibilisation à Notsè et Tohoun.



*Les participants à la Journée de l'Enfant Africain*



*Des participants*

Par ailleurs, le lancement du projet « DEZO », financé par la Coopération allemande à hauteur de six millions d'euros, a marqué un tournant dans la promotion du leadership féminin et de la participation citoyenne des femmes sur l'ensemble du territoire. Le 24 juin, un atelier de renforcement des capacités a été organisé à l'intention des femmes candidates aux élections locales.

### **Education, gouvernance sociale et partenariats stratégiques**

L'autonomisation des jeunes filles par l'éducation a connu un nouvel élan avec la célébration, le 10 septembre, de l'édition 2025 de l'« Excellence académique », récompensant les meilleurs élèves aux examens nationaux. Avant la rentrée scolaire, plus de 100 000 kits scolaires ont été distribués aux filles du primaire et du secondaire publics

à Djémégni, dans le cadre du projet SWEDD+, financé par la Banque mondiale. Le 17 septembre, la ministre de l'Action sociale a également honoré les jeunes filles bachelières, pour saluer leur mérite et leur persévérance.



*Passation des charges*

Sur le plan institutionnel, l'année a été marquée par une transition à la tête du ministère. Le 10 octobre, Mme Martine Moni Sankaredja a officiellement pris fonction, succédant au Prof. Kossiwa Zinsou-Klassou. Dans la dynamique des partenariats, l'ambassade de Chine au Togo a célébré, le 14 octobre, le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence mondiale des femmes de Beijing, en présence de représentants du gouvernement et du Système des Nations unies.

Le renforcement des partenariats s'est poursuivi avec l'UNICEF, notamment lors de l'audience accordée le 4 novembre à sa représentante résidente, Erinna Corinne Dia, et à travers la consolidation de la Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat féminin (SNEF), destinée à améliorer l'accès des femmes aux opportunités économiques et à renforcer leur leadership au sein des Toutes petites et moyennes entreprises (TPME).

Le ministère des Solidarités a également distribué, en période de fêtes de fin d'année sur toute l'étendue du territoire nationale, des kits de « Noël solidaire » aux enfants orphelins, handicapés et issus de familles démunies. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'assistance du gouvernement aux couches vulnérables, notamment les enfants, en période de fêtes de fin d'année. L'objectif est d'apporter un soutien matériel et moral aux enfants orphelins, handicapés et issus de familles démunies, afin de leur permettre de célébrer les fêtes de Noël et de Nouvel an dans la dignité et la solidarité.



## NOUVELLES DE L'ETRANGER

### LES ETATS-UNIS DETIENNENT L'ANCIEN MINISTRE DES FINANCES GHANEEN EN FUITE

**Africanews** - L'ancien ministre des Finances du Ghana, Ken Ofori-Atta 66 ans, recherché dans son pays pour suspicion de corruption, est aux mains des services d'immigration américaine. C'est qu'ont annoncé les avocats de l'ancien ministre qui se trouvait aux Etats-Unis depuis janvier 2025 pour des soins médicaux, notamment une chirurgie de cancer de la prostate.

Déclaré fugitif en février 2025 et formellement accusé de corruption en novembre, l'homme avait demandé à prolonger son séjour aux États-Unis, selon ses conseils qui se sont exprimé mercredi soir.

La base de données en ligne de l'ICE indique qu'Ofori-Atta est détenu dans un établissement de l'État de Virginie.

Ofori-Atta a été ministre des Finances de 2017 à 2024 sous l'ancien président Nana Akufo-Addo, supervisant des réformes fiscales controversées et les négociations avec le Fonds monétaire international. Africanews

---

## L'AFRIQUE DU SUD N'INTERFERERA PAS DANS LE PROGRAMME US D'ACCUEIL DE REFUGIES AFRIKANERS

**Africanews** - Les responsables américains et sud-africains sont parvenus à un accord pour permettre aux États-Unis de poursuivre leur initiative controversée visant à accueillir des Sud-Africains blancs en tant que réfugiés.

Cette décision a été prise lors d'une réunion à huis clos fin décembre organisée quelques semaines après que les autorités sud-africaines ont procédé à une descente exceptionnelle dans un centre américain de traitement des demandes d'asile à Johannesburg, arrêtant des sous-traitants et provoquant une vive réaction de Washington.

Lors de la réunion du 23 décembre, le plus haut diplomate américain en Afrique du Sud, le chargé d'affaires Marc Dillard, a reçu l'assurance de Pretoria que l'Afrique du Sud n'interfererait pas avec le programme de Trump.

« *Nous ne sommes peut-être pas d'accord avec le fait que certains Sud-Africains soient classés comme exposés à un risque de génocide, mais leur droit de se rendre dans la destination de leur choix est garanti et le gouvernement sud-africain n'interférera pas* », a déclaré Thabo Thage, l'un des responsables sud-africains présents à la réunion, selon le compte rendu.

Trump a gelé l'admission de réfugiés du monde entier aux États-Unis lorsqu'il est revenu à la Maison Blanche dans le cadre de sa politique plus large de répression de l'immigration. Mais quelques semaines plus tard, il a lancé une initiative visant à faire venir aux États-Unis, en tant que réfugiés, des Sud-Africains blancs d'ethnie afrikaner, affirmant qu'ils étaient victimes de persécutions raciales dans une Afrique du Sud à majorité noire. Le gouvernement sud-africain a catégoriquement rejeté ces allégations, qui font écho aux théories du complot d'extrême droite.

Les relations entre les deux pays se sont encore détériorées après que Washington a interdit à l'Afrique du Sud de participer aux réunions du G20 qu'il accueillera plus tard cette année.

Les tensions ont atteint leur paroxysme à la mi-décembre lorsque les autorités sud-africaines ont fait une descente dans un site où des employés et des sous-traitants américains travaillaient sur des dossiers de réfugiés.

Africanews

---

## CENTRAFRIQUE :

### LE CHEF DE L'OPPOSITION DENONCE UNE "FRAUDE MASSIVE"

**Africanews** - Le chef de l'opposition en Centrafrique, Anicet-Georges Dologuele, a déclaré le mercredi 7 janvier, que les résultats officiels des élections du 28 décembre sont le fruit d'une « *fraude massive* ».

Selon les résultats provisoires publiés mardi par l'autorité nationale électorale, Faustin-Archange Touadera remporte un troisième mandat présidentiel, avec plus de 76% des voix.

« *Nous rejetons solennellement les résultats proclamés par l'ANE [Autorité nationale des élections] et nous saisissons le Conseil constitutionnel. Nous rejetons ces résultats parce qu'ils violent la loi électorale, ils violent la Constitution et surtout ils violent*

*la volonté du peuple centrafricain. Ce que l'ANE a proclamé n'est pas une victoire électorale, c'est une confiscation du vote populaire.* », a déclaré le candidat présidentiel de l'opposition en République centrafricaine.

L'ancien Premier ministre a déclaré qu'il attendait les résultats définitifs du Conseil constitutionnel, attendus dans le courant du mois, et qu'il n'excluait pas de faire appel. « *Notre combat est clair. Nous exigerons l'annulation de l'ensemble de l'élection présidentielle ou la vérité des urnes. La vérité des urnes passe par un recomptage des votes dans tous les bureaux de vote du pays, après l'annulation des procès-verbaux et des formulaires de résultats qui ont été artificiellement fabriqués.* », a ajouté le candidat présidentiel de l'opposition en République centrafricaine.

Le taux de participation a dépassé les 52 % lors de ces élections, qui comprenaient également des élections nationales, municipales et locales.  
Africanews

## ----- **DONALD TRUMP ORDONNE LE RETRAIT DES ETATS-UNIS DE 66 ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

**Africanews** - Le président américain Donald Trump a lancé le mercredi 7 janvier, une nouvelle charge contre la diplomatie climatique, ordonnant le retrait des Etats-Unis d'un traité et du comité scientifique de référence sur le climat, organisations parmi des dizaines identifiées comme ne servant « *plus les intérêts américains* ». Le décret signé par le président américain ordonne au total le retrait des États-Unis de 66 organisations, dont environ une moitié liée à l'ONU, a annoncé la Maison Blanche.

Parmi elles, la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), traité fondateur de tous les autres accords climatiques internationaux, conclu en 1992 lors du sommet de la Terre de Rio. C'est dans le cadre de la CNUCC qu'a notamment ensuite été signé l'accord de Paris de 2015, dont Donald Trump a claqué la porte une deuxième fois dès son retour à la Maison Blanche il y a un an. Lors de son premier mandat, il avait également quitté l'accord de Paris, mais pas la CNUCC, permettant aux États-Unis de continuer à participer aux conférences annuelles sur le climat.

Ce retrait supplémentaire est « *un nouveau signe que cette administration autoritaire et anti-science est déterminée à sacrifier le bien-être de la population et à déstabiliser la coopération internationale* », a déploré auprès de l'AFP Rachel Cleetus, de l'organisation Union of Concerned Scientists.

### **Les agences liées au climat particulièrement visées**

Le décret ordonne aussi le retrait des États-Unis du comité d'experts scientifiques de l'ONU sur le climat (Giec), qui fait référence en matière de science climatique, ainsi que d'autres organisations liées à la protection de la planète, comme l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, l'Union pour la conservation de la nature, ou encore ONU-Eau.

En septembre, depuis la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, Donald Trump avait provoqué de vives réactions en s'en prenant sans détour à la science climatique, qualifiant le réchauffement de « *plus grande arnaque de notre histoire* » et faisant l'éloge du charbon « *propre et magnifique* ».

Alors que l'administration Trump s'en prend aussi régulièrement aux Objectifs de développement durables adoptés par les Etats membres de l'ONU pour améliorer l'avenir de l'humanité, comme la lutte contre le réchauffement ou l'égalité femme-homme, le décret publié mercredi ordonne par ailleurs, la sortie des États-Unis du Fonds des Nations unies pour la population. Washington avait déjà annoncé il y a plusieurs mois couper les financements à cette agence spécialisée dans la santé de la mère et de l'enfant.

Visée également, l'agence de l'ONU pour le Commerce et le Développement (Cnuced), dont la patronne Rebeca Grynspan est candidate pour succéder à Antonio Guterres comme secrétaire générale de l'ONU.

Ces retraits viennent s'ajouter à ceux de l'accord de Paris sur le climat et de l'Unesco (organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), que les États-Unis avaient réintégrés sous la présidence de Joe Biden. Donald Trump a en outre claqué la porte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Africanews

-----  
FRANCE :

## **LES AGRICULTEURS EN COLERE SE MOBILISENT DANS LES RUES DE PARIS ET AU PIED DE LA TOUR EIFFEL**

**Paris, (RFI) -** Les agriculteurs français maintiennent la pression sur le gouvernement à quelques jours de la signature de l'accord de libre-échange avec le Mercosur et face à la gestion de la crise de dermatose nodulaire contagieuse. Une centaine de tracteurs se sont lancés vers Paris ce jeudi 8 janvier, malgré les restrictions locales et une météo peu clémente, en espérant bloquer la capitale. Du côté de Toulouse (Sud-Ouest), les manifestations se multiplient, comme les causes de colère du secteur agricole.

Dans le sud-ouest du pays, des agriculteurs sont parvenus à ériger une dizaine de barrages la veille sur les principaux axes autour de Toulouse.

Quatre tracteurs sont même parvenus à forcer un barrage de gendarmerie dans les Yvelines, à l'ouest de Paris. Ces convois d'agriculteurs, à l'appel du syndicat Coordination rurale, ont contourné et forcé « *parfois en prenant des risques totalement inconsidérés* » les barrages mis en place dans la grande couronne et la petite couronne de Paris, selon le ministère de l'Intérieur. Ils ont donc bravé les arrêtés préfectoraux pris dès lundi dans plusieurs départements pour interdire les mouvements d'engins agricoles.

Le gouvernement « *ne laissera pas faire* », a prévenu jeudi la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, sur France info. « *Bloquer partiellement l'A13 comme c'est le cas ce matin ou tenter de venir devant l'Assemblée nationale avec toute la symbolique que ça induit, c'est encore une fois illégal. Et donc le ministre de l'Intérieur ne laissera pas faire* », a-t-elle affirmé.

### **« Ce qu'on veut, c'est vivre de notre métier »**

Sous les drapeaux et banderoles de la Coordination rurale, des exploitants sont venus de toute la France porter la colère de leur profession à Paris, rapporte notre journaliste du service international Marius Laffont. « *On est en train de relancer plein d'importations. Le Mercosur, ça va nous détruire* », explique Stéphane Charlier, exploitant céréalier dans la Marne. « *Ça va être encore d'autres contingents, d'autres volumes avec des droits de douane zéro. Ça va faire un appel d'air. Et donc les marchés, comment ils vont répondre ? C'est la chute des prix* ».

Chute des prix, donc des revenus à la baisse : près de 18 % des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté, d'après l'INSEE. « *On est en train de crever les vaches et toute l'année, avec mon mari, on y est tous les jours 365 jours. Il n'y a pas de samedi, il n'y a pas de dimanche, il n'y a pas de vacances* », s'indigne Sophie Briziant, exploitante Lait et céréales dans la Meuse. « *J'ai six enfants, je ne suis même pas capable de les nourrir correctement et je ne suis même pas capable de leur offrir une vie. On demande de modifier le protocole sanitaire sur la DNC. Ce qu'on produit en France soit vendu au juste prix. Et ce qu'on veut, c'est vivre de notre métier. On ne cherche pas un revenu par les primes, on cherche un revenu par le travail* ».

Ces primes viennent en grande partie de la Politique agricole commune (PAC), de l'Union européenne. Face à la grogne, la Commission européenne a promis une rallonge de 45 milliards d'euros d'ici à 2034.

### **L'accord avec le Mercosur dans le viseur**

Les rencontres qui se succèdent depuis le début de la semaine entre le Premier ministre Sébastien Lecornu et les différents syndicats du secteur n'ont pas permis de faire retomber la colère.

Le 12 janvier, l'Union européenne doit signer l'accord de libre-échange avec le Mercosur, cinq pays d'Amérique latine. Des mesures compensatoires annoncées par le gouvernement qui ne parviennent pas à rassurer un secteur, récemment ébranlé par de multiples crises : épizootie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) chez les bovins – qui entraîne l'abattage des troupeaux, dès le premier animal malade–, faible cours du blé, prix élevé des engrais.

Mi-décembre 2025, des heurts avaient opposé agriculteurs et forces de l'ordre en Ariège, autour d'une ferme frappée par l'épizootie. Durant une dizaine de jours, les opérations de blocage s'étaient multipliées. Après une pause, durant les fêtes de fin d'année, la mobilisation pourrait donc reprendre. RFI

## **SPORTS**

### **SUPERCOUPE D'ESPAGNE :**

#### **LE BARÇA DETRUIT L'ATHLETIC BILBAO ET ATTEND LE REAL OU L'ATLETICO EN FINALE**

**Jeddah, (TV5 Monde)** – Le joueur du FC Barcelone Raphinha, face à celui de Bilbao Inigo Lekue, lors de la demi-finale de la Supercoupe d'Espagne, le 7 janvier 2026, à Jeddah en Arabie saoudite

Porté par un doublé du Brésilien Raphinha, le FC Barcelone a humilié l'Athletic Bilbao (5 – 0) en demi-finale de la Supercoupe d'Espagne en Arabie saoudite, et défendra son titre dimanche face au Real Madrid ou l'Atlético. Le Barça n'a même pas eu à forcer son talent pour corriger une équipe basque qui n'en finit plus de décevoir cette saison.

Les hommes d'Hansi Flick, qui avaient lancé leur conquête d'un triplé (Liga, Coupe du Roi, Supercoupe d'Espagne) la saison passée en remportant ce trophée, tenteront de le soulever une 16<sup>ème</sup> fois dimanche, à Jeddah. Les champions d'Espagne en titre, sans leur prodige Lamine Yamal, ménagé au coup d'envoi avant d'entrer en jeu à la 72<sup>ème</sup> minute, ont mis un bon quart d'heure à se mettre en route.

Ils ont même attendu une vingtaine de minutes à se procurer une première occasion, sur un jeu à trois entre Pedri, Ferran Torres et Fermin Lopez, qui a buté sur son gardien en sélection Unai Simon (21<sup>ème</sup>).

#### **"Manita" sans forcer**

Trouvé dans la surface involontairement par le même Fermin, Ferran Torres a ouvert le score avec un peu de réussite quelques secondes plus tard (22<sup>ème</sup>, 1 – 0), pour lancer la démonstration offensive barcelonaise.

En maîtrise totale dans le jeu, le géant catalan a ensuite déroulé en marquant trois autres buts en moins de dix minutes, d'une reprise imparable du gauche de Fermin Lopez (31<sup>ème</sup>, 2 – 0), une percée du jeune suédois Rooney Bardghji qui a profité d'une faute de main de Simon (34<sup>ème</sup>, 3 – 0), et un "golazo" en solo du Brésilien Raphinha pour nettoyer l'autre lucarne basque (38<sup>ème</sup>, 4 – 0). Unai Simon, portier titulaire de la Roja sous pression

face à l'émergence de son homologue barcelonais Joan Garcia, en a évité un cinquième juste avant la mi-temps en détournant en corner une tête vers sa cage du malheureux Dani Vivian (42<sup>ème</sup>).

Les Lions basques, privés de leur star Nico Williams, diminué par une pubalgie depuis plusieurs mois, ont bien eu l'occasion de sauver l'honneur, mais le milieu offensif Oihan Sancet a trouvé le poteau (43<sup>ème</sup>).

Et ils ont fini par baisser les bras au retour des vestiaires après le cinquième but inscrit par Raphinha sur un centre que tentait de repousser le latéral Adama Boiro (52<sup>ème</sup>, 5 – 0), synonyme de "manita", la pire humiliation dans le football espagnol. TV5 Monde

## FOOT. TROPHEE DES CHAMPIONS

### **PSG-OM AU KOWEIT**

**Kpweït, (L'Equipe)** – Ce jeudi à 19 heures, le PSG et l'OM s'affrontent au Koweït à l'occasion du Trophée des champions. Le premier Classique de l'année 2026 se dispute au Jaber al-Ahmad International Stadium. Retrouvez ici toutes les informations de diffusion.

Traditionnellement, le Trophée des champions oppose le champion de France au vainqueur de la Coupe de France. Sacré sur les deux tableaux lors de la saison 2024-2025, le PSG retrouve donc son dauphin en Ligue 1, l'Olympique de Marseille. Initialement programmé plus tôt dans la saison, le match avait été repoussé en raison du calendrier chargé des Parisiens.

Déjà recordman de la compétition, le PSG vise un 14<sup>ème</sup> Trophée des champions, le 11<sup>ème</sup> en douze ans. De son côté, l'OM n'a plus remporté ce trophée depuis quinze ans et tentera de mettre fin à la domination parisienne.

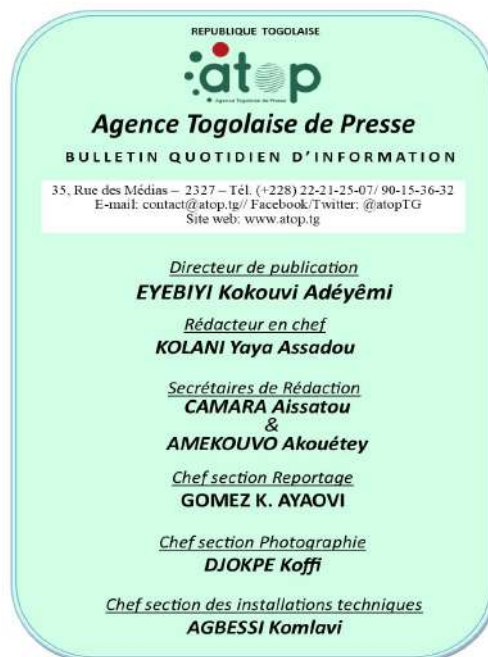
### **Le groupe du PSG face à l'OM pour le Trophée des champions**

Côté parisien, aucune absence surprise n'est à signaler. Matveï Safonov est forfait en raison d'une blessure à la main gauche, Lee Kang-in souffre de la cuisse gauche et Quentin Ndjantou est touché aux ischio-jambiers. Toujours engagés avec leur sélection à la Coupe d'Afrique des nations, Achraf Hakimi et Ibrahim Mbaye manqueront également ce rendez-vous.

A Marseille, Leonardo Balerdi, absent lors de la rencontre de Ligue 1 face à Nantes, figure bien dans le groupe de 28 joueurs convoqués.

### **L'OM avec 28 joueurs pour le Trophée des champions**

La rencontre se jouera dans un stade qui ne devrait pas afficher une forte présence de supporters français. Les supporters marseillais ayant décidé de boycotter le déplacement. Le PSG, de son côté, a annulé le voyage de ses supporters, faute d'un nombre suffisant de candidats. L'Equipe



**Copyright, ATOP. Tous droits réservés**

20

26

Une vision, un objectif ...

- *Diversifier les productions et canaux de production*
- *Se rapprocher davantage des populations*

**BONNE ET HEUREUSE ANNEE**

*L'information en boucle sur [www.atcp.tg](http://www.atcp.tg)*